

Les évêques face à un échec de leur médiation à Kinshasa

RD CONGO L'Église déplore l'« impasse politique » des débats entre les deux camps

Les Kinois n'ont pas attendu les mots d'ordre de la classe politique pour descendre dans la rue après le constat d'échec mené par la Conférence épiscopale du Congo - Cenco : dès mardi matin, une vive tension régnait sur le marché central, les élèves du secondaire préféraient regagner leur domicile alors que les étudiants des universités se mobilisaient pour manifester tandis que les ambassades étrangères, dont la France et la Belgique, recommandaient à leurs ressortissants de limiter leurs déplacements dans la ville.

C'est depuis la conclusion de l'accord dit de la Saint Sylvestre, prévoyant d'octroyer le poste de Premier ministre à un représentant de l'opposition en échange d'une prolongation du maintien à son poste du chef de l'Etat - le temps d'organiser les élections cette année encore (?) - que les évêques, détenteurs de la dernière autorité morale encore reconnue au Congo, tentent d'amener les signataires de ce compromis à respecter la parole donnée.

Sans concessions, le communiqué de la Cenco, traduisant une exaspération certaine, rappelle les points de blocage : alors que l'opposition entend proposer un candidat unique au poste de Premier ministre, la majorité présidentielle exige que le chef de l'Etat garde la possibilité de choisir entre les trois noms qui lui seraient proposés.

De surcroît, les partisans de Joseph Kabila récusent catégoriquement la personnalité de Pierre Lumbi. Et pour cause : l'ancien conseiller spécial du président, devenu l'une des têtes pensantes de l'opposition, est l'un des seuls à pouvoir anticiper et déjouer les pièges tendus par ses anciens alliés.

« Manque de bonne volonté »

Les autres points de blocage soulignés par les négociateurs portent sur la présidence du Conseil national de suivi

de la transition, un poste qui avait été attribué à Etienne Tshisekedi (dont la dépouille n'a toujours pas été rapatriée faute d'accord sur le lieu de sa sépulture...) et sur la répartition des portefeuilles ministériels, entre autres les postes dits « de souveraineté » comme l'Economie, les Finances, la Défense nationale ou les Affaires étrangères.

Même si les membres de la Cenco estiment qu'« un compromis est encore possible », c'est en termes clairs qu'ils dénoncent « l'impasse politique de ces discussions qui traduit le manque de bonne volonté et l'incapacité des acteurs politiques et sociaux de trouver un compromis en mettant au premier plan l'intérêt supérieur de la nation ».

Rappelant qu'ils n'entendent pas prolonger indéfiniment leur médiation, les évêques en appellent au chef de l'Etat comme « garant de la nation », mais ils

demandent aussi à la communauté internationale d'accompagner davantage les acteurs politiques congolais.

Cette demande est formulée à un moment particulièrement sensible : le secrétaire général de l'UDPS, le parti de Tshisekedi, Jean-Marc Kabund, prenant acte du constat d'échec de la Cenco, a demandé au peuple congolais de « se prendre en charge et de mener des

actions pacifiques contre la dictature ». A New York, le Conseil de sécurité qui réexamine le mandat de la Monusco (Mission des Nations unies au Congo, forte de 19.000 hommes), voit s'affronter les représentants américains qui souhaitent une réduction des effectifs, et les Français qui plaident pour le maintien de Casques bleus en cette année de tous les dangers.

En outre, la communauté internationale et l'ONU en particulier sont très secoués par la mort des deux experts de l'ONU, Michaël Sharp et Zaida Catalan, enlevés début mars et dont les

corps ont été retrouvés dans le Kasai central - lire ci-dessous. Ces experts avaient été chargés d'enquêter sur les troubles qui ravagent la province, où des rebelles, disciples du chef Kamwina Nsapu, tué en août dernier au cours d'opérations militaires, multiplient les exactions.

Parties en septembre 2016 de Kananga, capitale du Kasai central, les violences entre ces miliciens et les forces de l'ordre ont progressivement fait tache d'huile, faisant plus de 400 morts et entraînant la découverte de plusieurs charniers. Dans le Kasai, la Monusco n'avait jusqu'à présent déployé qu'une centaine de Casques bleus à Kananga... ■

COLETTE BRAECKMAN

VIOLENCES AU KASAI

Les experts de l'ONU retrouvés morts

Le gouvernement de Kinshasa a annoncé mardi la mort de deux experts de l'ONU, un Américain et une Suédoise, portés disparus avec quatre accompagnateurs depuis le 12 mars dans la province du Kasai central (centre de la République démocratique du Congo), une région touchée par une rébellion depuis septembre 2016. « Leurs corps ont été retrouvés dans un trou. Ils étaient à trois. Il y avait également un de nos compatriotes. Les trois autres n'ont pas été retrouvés », a précisé le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende.

Michael Sharp, citoyen américain, et Zaida Catalan, ressortissante suédoise, auraient été tués après une embuscade tendue par des miliciens de Kamwina Nsapu. Cette rébellion est accusée d'avoir également massacré 39 policiers congolais vendredi dernier. (afp)